

Les attentats relancent le débat sur la confidentialité de la Toile

Article paru dans l'édition du 16.09.01

PRÈS avoir été prises en défaut lors des attentats perpétrés contre le World Trade Center et le Pentagone, mardi 11 septembre, les autorités américaines craignent d'être à présent la cible d'un terrorisme sur Internet. Un ancien responsable du ministère de la défense, Marv Langston, a prévenu mardi que les attaques terroristes aériennes pourraient être suivies par une série d'attaques sur le Net. Il a même demandé que les Etats-Unis se préparent à un « Pearl Harbor électronique ».

A ce jour, aucune anomalie n'a été détectée par le Centre de protection de l'infrastructure nationale, un organisme sous la tutelle du FBI, qui a analysé les informations recueillies par ses services sur la Toile depuis mardi. Pourtant, le drame du 11 septembre a relancé le débat sur la cryptologie : la possibilité pour les internautes de s'envoyer des informations confidentielles codées, difficiles, voire impossibles à décrypter. Un procédé que dénonçait déjà, il y a trois ans, le directeur du FBI d'alors, Louis Freeh, qui pointait du doigt les corrélations entre cryptologie et activités criminelles et terroristes.

RETOUR À LA RIGUEUR

La polémique avait pris de l'ampleur voilà un an, après les révélations de la presse sur l'existence de « Carnivore », un programme utilisé par le FBI et la CIA pour démanteler les réseaux pédophiles et des pirates informatiques. Un outil capable de filtrer et d'intercepter tous les messages électroniques des particuliers, en se branchant sur les serveurs des fournisseurs d'accès. Renommé « DCS1000 » depuis, « Carnivore » avait alors essuyé les critiques de l'Association américaine des libertés civiles, soucieuse du respect de la vie privée et de la liberté des individus.

Si les autorités avaient lâché du lest, les attentats de mardi pourraient annoncer un retour à la rigueur et au contrôle policier, cette fois au nom de la sécurité de l'Etat. « Jusqu'à aujourd'hui, un consensus en faveur de la protection de la vie privée se construisait. Ce souci va-t-il être mis de côté si on se précipite pour faire quelque chose - n'importe quoi - pour s'assurer que l'on peut éviter un autre 11 septembre 2001 ? », écrivait, le jour du drame, un journaliste de l'édition en ligne de Newsweek. Jeudi, le sénateur républicain Judd Gregg a appelé à une interdiction globale des produits de cryptologie.

Dès mardi, le pli était pris. Les fournisseurs d'accès à Internet AOL, Earthlink ou encore Hotmail, ont vu arriver dans leurs bureaux des membres du FBI, qui ont examiné les communications électroniques de leurs clients. But de l'opération : trouver d'éventuels indices laissés sur la Toile par les auteurs des attentats.

JOSE BARROSO